



Lettre ouverte

Paris, le 19 juin 2024

AUX CANDIDATES ET CANDIDATS INVESTI-ES CONSTITUANT LE NOUVEAU FRONT POPULAIRE

Madame, Monsieur,

L'heure est très grave !

Les scores de l'extrême droite à l'issue des élections européennes n'ont jamais été aussi hauts.

Poursuivant sa dangereuse instrumentalisation de la vie politique et démocratique du pays, le Président de la République a pour toute réponse, décidé de dissoudre l'Assemblée nationale et d'organiser des élections législatives en trois semaines.

Les pires ennemis du monde du travail sont désormais aux portes du pouvoir. Nous les avons vus à l'œuvre dans l'histoire, mais aussi aujourd'hui en Italie ou en Argentine, où ils imposent par exemple, l'austérité sur les salaires et les services publics.

L'extrême droite et ses alliés sont un danger pour les cheminotes et cheminots. Ils sont contre le progrès social, contre la diversité, contre l'égalité. Ils sont pour la privatisation de la SNCF, pour la régression de nos retraites, pour la remise en cause du droit de grève, pour la répression des mouvements sociaux alors que c'est de là que viennent toutes les conquêtes sociales des travailleurs et travailleuses.

Les fédérations CGT et SUD-Rail ont décidé d'agir fortement dans l'intérêt de notre camp social ! Nous ne laisserons pas faire. Ni recul social, ni banalisation du racisme, de la xénophobie, de la stigmatisation. Celles et ceux que l'extrême droite prétend défendre aujourd'hui sont celles et ceux que l'extrême droite abandonnera dès qu'elle sera au pouvoir. Le programme et la nature du RN et de ses alliés c'est la restriction des droits des salarié-es. Nous affirmons qu'en tant qu'organisations syndicales, réunissant des milliers de cheminotes et cheminots, nous sommes des acteurs déterminants du progrès social.

Pour battre l'extrême droite, le monde du travail a besoin d'espoir et de perspectives sociales. Aussi, reprenant nos dernières luttes interprofessionnelles et dans le ferroviaire, nous voulons des engagements précis sur :

- L'annulation de la contre-réforme sur la retraite ;
- La fin de la mise en concurrence et le retour à un service public ferroviaire pour toutes et pour tous, partout sur le territoire ;
- L'arrêt du processus de la liquidation de Fret SNCF ;
- L'engagement d'un statut social de haut niveau commun à l'ensemble des salarié-es dans le secteur ferroviaire, basé sur ce qui était le statut des cheminotes et cheminots de la SNCF.
- L'abrogation des dispositions de la loi dite « pacte ferroviaire » de 2018.

Comme vous le savez, les services publics jouent un rôle majeur dans la stabilité du pays, notamment quand celui-ci traverse des crises économiques, financières, sociales, politiques ou sanitaires.

La situation actuelle exige donc que les services publics en général et que le service public ferroviaire en particulier, puissent assurer la continuité des missions qui leurs sont confiées.

LETTRE OUVERTE

Ainsi, les cheminot-es doivent avoir les moyens d'exercer leurs métiers dans de bonnes conditions et la SNCF doit jouer son rôle stratégique d'entreprise publique de transports de voyageurs et de marchandises et ce, en dehors des règles ultra libérales en vigueur.

Rien ne nous écartera de notre volonté de faire de la SNCF une grande entreprise publique au service des populations. Ouvert à tous, le service public ferroviaire doit être accessible financièrement et donc davantage financé par la puissance publique. Là aussi, la baisse annoncée, par l'extrême droite et ses alliés, des cotisations sociales et des impôts, les restrictions de mobilité dans les quartiers dits « sensibles » sont des menaces supplémentaires sur nos missions et nos valeurs. Nous considérons que ce sont les injustices et les inégalités entre les travailleurs, entre tous les citoyens, qui nourrissent les rejets

NOS VALEURS NE SONT PAS COMPATIBLES AVEC LES DISCRIMINATIONS, LE RACISME, LA HAINE ET LE REPLI SOCIAL, ÉCONOMIQUE ET DÉMOCRATIQUE.

Par ailleurs, rien ne doit nous contraindre à subir le pire, quand nous sommes capables, ensemble, d'obtenir le meilleur.

C'est pourquoi les fédérations syndicales CGT et SUD-Rail vous interpellent solennellement à travers cette lettre ouverte afin que, dans le respect de la diversité et du rôle des uns et des autres, vous preniez l'engagement, dans la campagne et à l'issue, de porter un retour à une entreprise publique unique et intégrée notamment en mettant en avant les 5 points précités.

Sachant pouvoir compter sur votre attachement au service public ferroviaire de manière générale et aux cheminotes et cheminots en particulier, et dans l'attente de votre réponse quant aux précisions sur ces engagements,

Veuillez recevoir, Madame, Monsieur, nos cordiales et combatives salutations.



Pour la CGT des cheminots
Thierry NIER



Pour SUD-Rail
Julien TROCCAZ

